

Loi fédérale modifiant le code des obligations

(De la formation des obligations)

du 5 octobre 1990

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le message du Conseil fédéral du 7 mai 1986¹⁾,
arrête:

I

Le code des obligations²⁾ est modifié comme il suit:

Art. 6a

3a. Envoi de
choses non
commandées

¹ L'envoi d'une chose non commandée n'est pas considéré comme une offre.

² Le destinataire n'est pas tenu de renvoyer la chose ni de la conserver.

³ Si l'envoi d'une chose non commandée est manifestement dû à une erreur, le destinataire doit en informer l'expéditeur.

Art. 40a

H. Droit de
révocation en
matière de
démarchage à
domicile ou de
contrats
semblables
I. Champ
d'application

¹ Les dispositions ci-après sont applicables aux contrats portant sur des choses mobilières ou des services destinés à un usage personnel ou familial du client si:

- a. Le fournisseur de biens ou de services a agi dans le cadre d'une activité professionnelle ou commerciale et que
- b. La prestation de l'acquéreur dépasse 100 francs.

² Ces dispositions ne sont pas applicables aux contrats d'assurance.

³ En cas de modification importante du pouvoir d'achat de la monnaie, le Conseil fédéral adapte en conséquence le montant indiqué au 1^{er} alinéa, lettre b.

¹⁾ FF 1986 II 360

²⁾ RS 220

Art. 40b

- II. Principe L'acquéreur peut révoquer son offre ou son acceptation s'il a été invité à prendre un engagement:
- a. Dans des locaux d'habitation ou dans leurs alentours immédiats;
 - b. Dans les transports publics ou sur la voie publique;
 - c. Lors d'une manifestation publicitaire liée à une excursion ou à une occasion de même genre.

Art. 40c

- III. Exceptions L'acquéreur ne peut invoquer son droit de révocation
- a. S'il a lui-même proposé les négociations ou s'il les a menées dans le cadre d'un rapport contractuel existant;
 - b. S'il a passé antérieurement et de la même manière des contrats avec le fournisseur, ou si, à plusieurs reprises, il a acquis du fournisseur des choses de même genre ou s'il a accepté des prestations de même genre, ou
 - c. S'il a fait sa déclaration à un stand de marché ou de foire.

Art. 40d

- IV. Obligation d'informer Le fournisseur doit informer l'acquéreur de son droit de révocation ainsi que de la forme et du délai à observer pour le faire valoir et lui communiquer son adresse.

Art. 40e

- V. Révocation
1. Forme et délai
- ¹ L'acquéreur communique sa révocation par écrit au fournisseur.
 - ² Le délai de révocation est de sept jours et commence à courir dès que l'acquéreur:
 - a. A proposé ou accepté le contrat et
 - b. Connaît son droit de révocation ainsi que l'adresse du fournisseur.
 - ³ Le délai est respecté si l'avis de révocation est remis à la poste le septième jour.

Art. 40f

2. Conséquences
- ¹ Si l'acquéreur a révoqué le contrat, les parties doivent rembourser les prestations reçues.
 - ² Si l'acquéreur a fait usage de la chose, il doit un loyer approprié au fournisseur.

³ L'acquéreur doit rembourser les avances et les frais faits par la personne qui lui a fourni une prestation de service, conformément aux dispositions régissant le mandat (art. 402).

⁴ L'acquéreur ne doit aucun autre dédommagement au fournisseur.

Art. 40g

VI. For En cas de litige portant sur le droit de révocation, l'acquéreur peut saisir le tribunal au domicile du défendeur ou à son propre domicile.

II

¹ La présente loi est sujette au référendum facultatif.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil des Etats, 5 octobre 1990

Le président: Cavely

La secrétaire: Huber

Conseil national, 5 octobre 1990

Le président: Ruffy

Le secrétaire: Koehler

Date de publication: 16 octobre 1990¹⁾

Délai d'opposition: 14 janvier 1991

30713

¹⁾ FF 1990 III 580

Loi fédérale modifiant le code des obligations (De la formation des obligations) du 5 octobre 1990

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	3
Volume	
Volume	
Heft	41
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.10.1990
Date	
Data	
Seite	580-582
Page	
Pagina	
Ref. No	10 106 312

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.